

d'une coopération militaire au cours d'un éventuel développement des tractations. Prétexte puéril, parce que l'Allemagne n'attaquera jamais de front la ligne Maginot qui défend la frontière Est de la France: l'expérience de Verdun ayant été concluante. Elle cherchera à la contourner par le Nord au travers de la Belgique (comme en 1914) ou peut-être par la Hollande ou par le Sud, au travers de la Suisse, comme le firent les alliés en 1814, contre Napoléon.

Le Conseil de la S. D. N. s'est limité, de son côté, à proclamer que l'Allemagne avait violé les traités de Versailles et de Locarno, mais il a préféré s'ajourner « sine die », sans même attendre la réponse de l'Allemagne aux puissances locarniennes.

Hitler, comme on le sait, devait répondre que les propositions formulées par ces dernières étaient inacceptables et que, pour sa part, après les élections plébiscitaires qu'il était occupé à préparer, il ferait des contre-propositions le 31 mars. Ce qui veut dire qu'elles nous seront probablement connues... le 1er avril.

La situation critique est donc déjà dépassée et nous voilà dans la phase qui précède un nouveau compromis.

La France a renoncé à l'expédition punitive, elle a abandonné sa prétention au retrait, même symbolique, des troupes de la zone rhénane; elle finira sûrement par renoncer aussi à exiger que tout au moins l'Allemagne renonce à fortifier la zone contestée.

De son côté, l'Allemagne s'est limitée à promettre de ne pas augmenter les forces qu'elle vient de faire entrer en Rhénanie et a proposé une série de pactes de non-agression en Europe occidentale, pactes qui seraient garantis par la Grande-Bretagne et l'Italie.

Hitler peut se présenter au plébiscite en chantant victoire: dans la meilleure des hypothèses des transactions actuelles sortiront la reconnaissance juridique de l'absolue parité de l'Allemagne et la fin définitive de Versailles. Dans le pire des cas, surgiront des accords militaires menaçant la frontière occidentale de l'Allemagne. Mais cette menace n'est encore que du domaine du futur. Pour le moment, à nouveau « La Garde veille solidement sur le Rhin ».

Ce succès de l'Allemagne a déjà ses échos en Turquie. A son tour, elle déclare

vouloir refortifier les Dardanelles.

Les événements de Rhénanie et le désarroi qu'ils ont provoqué au point de vue international ont fait passer au second plan d'autres faits caractéristiques de la préparation fébrile à la guerre mondiale.

Ainsi, après quatre mois de travail, après que le Japon se fût retiré et que l'Italie se fût abstenue par suite de l'application des sanctions contre elle, la conférence navale a pris fin sur un accord à trois (Grande-Bretagne, Etats-Unis, France) qui ne contient aucune clause de limitation quantitative des armements navals. Chaque puissance sera donc libre de mettre en chantier le nombre d'unités qu'elle croira nécessaire à sa sécurité, c'est-à-dire à la satisfaction de ses appétits impérialistes.

D'autre part, les accords de Rome contractés entre l'Italie, l'Autriche et la Hongrie — ces deux derniers pays s'étant antérieurement déclarés adversaires des sanctions contre l'Italie — ont réalisé un bloc politique qui, tout en se déclarant... destiné à constituer un monument de paix et de solidarité européennes, **représente, en réalité, un des premiers points acquis du rassemblement des impérialismes en vue du prochain conflit.**

Cette entente italo-austro-hongroise, limitée pour l'instant au bassin danubien, englobera certainement l'Albanie — autre pays qui s'est prononcé contre les sanctions — et pourrait éventuellement, par le jeu des accords bilatéraux, s'étendre à la Tchécoslovaquie et à la Yougoslavie. Le fascisme italien, s'il n'a pas appuyé l'action allemande, l'a certainement vu d'un œil favorable, puisque, en mettant la S. D. N. dans l'impossibilité d'appliquer les sanctions contre l'Allemagne, elle aurait amené cet organisme à ne plus pouvoir en maintenir l'application contre l'Italie, bien que, comme nous l'avons maintes fois démontré, les sanctions n'aient fait, en dernière analyse, que le jeu du fascisme dans la politique de compression à l'intérieur du pays.

On découvre facilement la faiblesse de la thèse anglaise qui tend à considérer le conflit italo-éthiopien comme étant un fait plus grave que l'occupation de la Rhénanie. En effet, le Traité de Locarno, signé également par l'Allemagne, en-

visageait comme un acte d'hostilité ce qui vient de se dérouler au cœur même de l'Europe. L'Italie, par son attitude d'abstention motivée par les sanctions prises contre elle, a pu saboter le fonctionnement de l'organisme genevois en faisant échouer le recours à la S. D. N. En même temps, elle profitait de ces circonstances qui lui étaient favorables pour signer un accord qui, nous l'avons déjà vu, lui donne une suprématie dans la région danubienne et la possibilité de continuer la politique qui, déjà, au cours de l'été 1934, avait arrêté l'avance du nazisme allemand en empêchant l'Anschluss.

Dans cette dernière crise qui vient de secouer l'Europe, la Russie a montré ouvertement sa politique d'asservissement aux intérêts de l'impérialisme français. Ce dernier vient de ratifier son accord avec l'U. R. S. S. qui, chaque jour, s'enfonce plus profondément dans sa politique de trahison des intérêts spécifiques de la classe ouvrière russe et mondiale.

Toute la presse centriste s'est ameutée contre « la nouvelle et brutale violation de la part de l'Allemagne des traités signés par elle » et Litvinof a déclaré, à Genève, que l'U. R. S. S. s'associerait aux mesures les plus efficaces contre la violation des engagements internationaux. **« Cette attitude de l'Union Soviétique, a-t-il ajouté textuellement, est déterminée par la politique générale de lutte pour la Paix, pour l'organisation collective de la sécurité et pour le maintien d'un des instruments de la Paix: la S. D. N. ».**

La S. D. N., qui a pour but « d'organiser et de consolider la Paix...! », que de chemin parcouru depuis que Lénine avait dénoncé cette même S. D. N. comme étant le repaire des brigands impérialistes.

Molotov, de son côté, dans une interview au directeur du « Temps », a déclaré: **« Nous connaissons le désir de la France de maintenir la Paix — (c'est-à-dire le butin de Versailles, N. D. L. R.). Si le gouvernement allemand venait aussi à témoigner de son désir de Paix et de son respect des traités, particulièrement en ce qui touche la S. D. N., nous considérons que, sur cette base de la défense des intérêts de la Paix, un rapprochement franco-allemand serait souhaitable ».**

En dépit de la « grosse voix » faite par

la Russie, cette crise semble donc, pour le moment, comme nous l'avons déjà dit, dépassée. Ce qui dément les prévisions pessimistes de ceux qui soutiennent que le conflit mondial est du domaine de l'im-médiat.

Qu'éclate le conflit italo-abyssin?... le conflit mondial est là!

Que la tension s'accroisse en Extrême-Orient? le conflit mondial est de nouveau là: il s'agissait d'une guerre limitée d'abord à la Russie et au Japon devant s'étendre ensuite au monde entier.

L'Allemagne dénonce-t-elle officiellement le Traité de Locarno (en fait, déjà périmé)? Cette fois, c'est la bonne!... Les plus optimistes prévoient la guerre dans le cours de l'année. Non pas au cours d'une année de la planète Saturne, qui est vingt-neuf fois et demie plus longue que la nôtre, non une de nos pauvres petites années de douze mois.

Nous ne voulons cependant pas atténuer les dangers de guerre. Nous sommes tout à fait convaincus qu'avec la politique de trahison socialo-centriste qui a conduit le prolétariat à son impuissance de classe dans les pays « démocratiques »; qu'avec le fascisme qui est arrivé par la terreur aux mêmes résultats, on a jeté les prémisses indispensables pour le déclenchement du nouveau carnage mondial. **La trajectoire de dégénérescence de l'U. R. S. S. et de l'I. C. représente un des symptômes les plus alarmants de la course vers le précipice de la guerre.**

Mais nous sommes également convaincus que le fait de parler aussi généralement et ouvertement de la guerre qui serait prête à éclater, ne constitue pas, en soi, un symptôme alarmant justifié, car, vraisemblablement, le déclenchement de la prochaine guerre nous surprendra.

En réalité, de nombreuses raisons expliquent l'hésitation des puissances à déclencher le conflit mondial. Les guerres, autrefois, signifiaient pour les chefs vaincus, la décapitation ou la crevaillon des yeux et, pour le peuple, le servage.

Plus tard, l'annexion du pays vaincu signifiait pour sa classe dirigeante, une assimilation à celle des vainqueurs et le peuple, sous le prétexte de la défense de sa nationalité et, dans certains cas, de sa religion, continuait à subir l'exploitation de classe.

A l'époque de l'impérialisme, les guerres ont signifié la lutte pour le partage